PENSER, AGIR AUTREMENT EN DÉMOCRATIE
& INVENTER UN FUTUR DÉSIRABLE POUR TOUS

le pacte civique

Bulletin du collectif Lyon- Rhône # juin 2018

Editorial : La phase 3 du Pacte Civique

Le collectif Pacte civique, créé au printemps 2011, s'attache périodiquement à évaluer son action, à en vérifier la pertinence, à l'adapter à l'évolution de la société, et à actualiser son message. C'est ce qu'il a tenté de faire début 2018 en lançant la phase 3 de son histoire.

Un bilan modeste mais positif

Certes, notre collectif n'a pas connu un développement spectaculaire depuis 2015. Mais il tient bon et a su **trouver sa place**, modeste mais utile, dans le concert du débat public. De l'avis de nombreux observateurs extérieurs, la robustesse de notre socle, la qualité de nos analyses, la justesse de notre positionnement dans le paysage politique et social actuel justifient que le Pacte civique soit **beaucoup plus largement diffusé**. C'est le premier objectif de cette phase 3 (2018 – 2020). Il nous commande en particulier de rendre notre site internet plus vivant, et d'améliorer notre présence sur Facebook et sur Twitter.

Une nouvelle donne politique qui nous sollicite

L'élection d'Emmanuel Macron et d'une majorité de députés de la REM provoque une **recomposition politique** comparable à celle de l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958. Cette nouvelle donne nous interpelle : renouveau de l'action publique ou vieilles recettes reblanchies ? Réveil démocratique ou bonapartisme technocratique ? Notre première tâche est d'apporter un **regard critique et constructif** sur l'action des pouvoirs publics et la reconstruction du paysage politique, en particulier sous l'angle de la **qualité démocratique**. Le groupe 3 du collectif Lyon – Rhône s'y attelle (voir l'article ci-dessous).

Construire une politique de la fraternité

Le champ d'application de cette valeur fondamentale est immense. Nous nous attachons à l'explorer méthodiquement, chaque fois que nous en avons la capacité. C'est ce que nous avons fait, notamment sur le dossier « accueil des migrants ». Nous devons aussi **rassembler** les nombreuses organisations qui s'en réclament, condition indispensable pour peser sur le pouvoir politique afin qu'il fasse de la fraternité **un principe régulateur et un guide pour l'action publique**. C'est ce qui a été initié au niveau national avec la création et le suivi d'un baromètre de la fraternité, porté par 14 organisations, dont le Pacte civique.

Ouvrir de nouveaux champs de réflexion et d'action

Deux nouvelles pistes sont en chantier : l'humanisation des services publics à l'heure du tout numérique, et la transition écologique, en lien avec l'une des quatre valeurs cardinales du Pacte civique : **la sobriété**. Le groupe 1 du collectif Lyon – Rhône contribue à la réflexion sur ce thème d'avenir.

Quels moyens pour mener à bien ces projets ?

Disons-le sans ambages : nos moyens financiers, et en conséquence humains, ne sont pas à la hauteur de nos ambitions. Nous essayons d'intéresser des mécènes à notre action. Mais nous avons aussi besoin des **contributions des membres actifs et des sympathisants** de tous nos collectifs locaux. Merci d'avance pour votre soutien[1].

Quelques analyses de l'action des pouvois publics

Le projet de loi « Pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif » a fait l'objet d'un travail en commun et communiqué de presse par les Places de la République qui demande d'infléchir le projet de loi pour un meilleur respect des droits fondamentaux des migrants, un accueil et une intégration véritables. Les députés LREM

[1] Vos dons sont à adresser à Bernard Lagache, 20 rue Jules Michelet, 69003 – Lyon, par chèque à l'ordre de Vie Nouvelle – Pacte civique.

du Rhône ont demandé à rencontrer des associations engagées dans l'aide aux migrants pour alimenter leur réflexion (Cimade, Foyer protestant de la Duchère, Secours catholique, Forum Réfugiés, Médecins du monde, Ligue des droits de l'homme, Places de la République). Celles-ci ont présenté une posture commune, critique sur le texte et le manque de concertation et demandant un renforcement de la politique d'accueil et d'intégration. Les députés présents ont souligné l'importance d'être à l'écoute des acteurs de terrain et leur volonté de s'appuyer sur les propositions des associations pour alimenter des propositions d'amendements.

Deux projets de loi ont été précédés de larges concertations pour leur élaboration.

Les Etats généraux de l'alimentation se sont appuyés sur une consultation publique et 2 chantiers portant sur « **la création et la répartition de la valeur** », et « **une alimentation saine, durable et accessible à** tous ». Une charte d'engagement a été signée entre les différents acteurs pour la répartition équitable de la valeur, mais les négociations commerciales entre agriculteurs, transformateurs et distributeurs restent très difficiles. Le projet de loi voté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale retient la construction du prix à partir des coûts de production par les agriculteurs, mais alimente aussi les critiques sur certaines mesures non prises en compte : sortie du glyphosate en 3 ans, interdiction de l'élevage des poules en cage, caméras obligatoires dans les abattoirs.

A la suite des **Assises nationales de la mobilité,** du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures (rapport Duron) et du rapport Spinetta, le gouvernement a engagé la réforme de la SNCF et indiqué que la loi l'orientation des mobilités (LOM) devait être votée cet été. Le groupe 3 s'interrogera sur la cohérence de la politique gouvernementale dans le domaine des déplacements, les conséquences du mouvement des cheminots et les réactions des usagers.

La politique énergétique d'Emmanuel Macron fera également l'objet d'un suivi au regard des résultats de la loi de transition énergétique 2015 et des nouvelles actions engagées. Un bilan du débat public pour la révision de la PPE (Programmation pluriannuelle de l'énergie) sera dressé.

Rencontres avec des députés du Rhône.

Lors de la dernière campagne des élections législatives, le Pacte Civique-Rhône a interpelé les candidats sur le thème des **inégalités** (face aux institutions, dans l'accès à l'emploi, entre territoires, face à la mondialisation…) et sur la **nouvelle manière de faire de la politique** (qui fait partie du programme Macron).
Après 6 mois de législature, il nous est apparu intéressant de faire le point avec certains d'entre eux.

*Rencontre avec **Thomas Gassilloud** (10° circonscription) le 30 novembre 2017*
Concernant **la lutte contre les inégalités**, Thomas Gassilloud déclare y être très sensible avec notamment des poches de pauvreté dans sa circonscription ; il fait la relation entre difficultés économiques et populisme et est désolé que plusieurs communes de sa circonscription aient placé le Front National en tête aux élections présidentielles. A notre remarque selon laquelle le budget 2018 ne conduit pas à une réduction des inégalités, il répond que ce budget vise l'efficacité économique avec comme conséquence la réduction du chômage qui est la pire des inégalités ; il regrette que les médias ne mettent pas plus en avant l'augmentation du minimum vieillesse, de l'allocation adulte handicapé et de la prime d'activité.
TG est un chaud partisan de l'**implication des citoyens** dans la vie de la cité ; il l'a déjà expérimenté avec succès en tant que maire de Saint Symphorien sur Coise. Il a créé à l'intérieur de sa circonscription toute une infrastructure d'information-débat montante et descendante : **Conseil des Maires, Conseil mensuel de circonscription, Permanences Mobiles** dans les diverses communes de la circonscription**, Facebook Live et Débats publics** sur des problématiques nationales ; 3 débats publics se sont déjà tenus respectivement sur l'Education, le Numérique et la Sécurité.
Il est en accord avec la position du Pacte Civique sur la démocratie participative et propose de se revoir d'ici 1 an.

*Rencontre avec **Blandine Brocard** (5ème circonscription) et **Cyrille Isaac Sibille** (12ème circonscription) en janvier 2018*
En matière d'inégalités qui est un problème majeur de nos sociétés « développées » (cf les analyses de Piketty), nous faisons remarquer à nos interlocuteurs que les premières mesures du gouvernement n'allaient pas dans le sens d'une réduction de celles-ci (suppression de l'ISF, réduction des APL, diminution du nombre d'emplois aidés, instauration de la Flat Tax, le tout difficilement compensé par une hausse de certains minima sociaux). D'où notre interrogation sur le type de société vers lequel Macron veut nous emmener.
Pour nos interlocuteurs, le chômage est la principale inégalité et les premières mesures prises (pas toujours comprises) ont pour but de booster la croissance. De même le manque de formation des jeunes est une inégalité criante d'où la réforme de la formation professionnelle et du système éducatif.
Les 2 députés avouent qu'au rythme où vont les projets de lois, ils n'ont pas le temps de s'interroger sur le type de société qu'ils contribuent à construire.
Une de leur fierté est de sortir des placards les dossiers qui ont été enterrés précédemment. Blandine Brocard nous assure que toutes les lois sont passées au tamis du slogan de Macron : « libérer et protéger ».
Le renouvellement des pratiques politiques ne semble pas être une de leurs préoccupations du moment. Ils fonctionnent à l' « ancien monde » : présents auprès des communes, des associations pour aider à la résolution de problèmes locaux ou personnels

Faire participer la population aux problématiques nationales n'est pas à l'ordre du jour pour eux, soit par conviction (Cyrille Isaac Sibille est un ardent défenseur de la démocratie représentative et donc des prérogatives du mandat de député) soit par manque de recul et de méthode (Blandine Brocard ne serait pas opposée à plus de participation citoyenne). Il est assez difficile de savoir s'ils sont vraiment en recherche d'avis citoyens sur les politiques qu'ils mettent en œuvre. Relever le défi démocratique… il y a encore du chemin !!

La rencontre de ces 3 députés nous montre

Une constante : une même réponse aux questions sur les inégalités et une même tendance à se concentrer sur leurs sujets d'expertise (défense pour TG et santé pour CIS)

Une différence sur l'appréciation ou non de la démocratie participative.

Le Service National Universel Est-ce une bonne idée ?

L'instauration d'un service national pour tous les jeunes fait partie des engagements présidentiels. Une grande idée pour développer la fraternité … à condition de ne pas se tromper de formule !

Le gouvernement a sollicité la réflexion d'un **groupe de travail** qui a remis ses conclusions – assez mitigées – fin avril. Plusieurs difficultés se font jour, budgétaires d'abord (on ne mobilise pas l'ensemble d'une classe d'âge à peu de frais), mais aussi constitutionnelles (peut-on imposer, sauf à des fins de défense nationale, une obligation de séjour pendant un mois ?).

Le **projet présidentiel initial** d'un service national universel limité à un mois, n'est sans doute pas à la hauteur de l'enjeu. On ne corrige pas en quatre semaines, si intensives soient-elles, seize ans de lacunes éducatives en matière de citoyenneté, ou de manque de mixité sociale. Et on risque, pour des questions de moyens, de freiner le développement du service civique, dont l'intérêt, pour les jeunes et pour les structures qui les accueillent, ne se dément pas (130 000 volontaires mobilisés en 2017).

Avec plusieurs partenaires, notamment *Unis-Cité*, le Pacte civique a rédigé une lettre ouverte au Président de la République, publiée le 28 mai par *Libération*, demandant à ce que le service national universel s'appuie sur ce qui marche : la **journée défense citoyenne**, qui pourrait être améliorée sous l'angle de la citoyenneté, et le **Service civique** (6 à 9 mois de mission auprès d'un service ou d'une association), qu'il faut généraliser progressivement en en faisant une étape structurante du parcours éducatif des jeunes.

Participer aux Consultations Citoyennes sur l'Europe

Engagement phare du candidat Macron, les consultations citoyennes, organisées dans 26 des 27 Etats de l'Union, visent à « *savoir ce que les Européens apprécient de l'Europe, ce qu'ils critiquent, ce qu'ils attendent et surtout ce qu'ils proposent*[2] », afin de « *donner un nouveau visage à l'Europe : celui de ses citoyens*. » Le Pacte civique approuve cette démarche et s'y engage positivement, au niveau local et au niveau national.

Comment ça marche ?

D'avril à octobre, des **débats citoyens** sont organisés dans tout le pays, à l'initiative des organisations, des collectifs et même des personnes qui le souhaitent. Seules exigences : les débats doivent être « transparents et pluralistes », donner une large place à l'expression du public présent, et faire l'objet d'un compte-rendu. Ceux-ci seront restitués au CESE (Conseil économique, social et environnemental), en novembre 2018. **Le site www.touteleurope.eu** recense les consultations organisées et fournit des aides variées : informations pédagogiques, vidéos de formation, kit d'animation, fiches pratiques, banques d'idées, etc …

Parallèlement, la Commission européenne organise une **consultation en ligne** à laquelle tous les citoyens européens sont invités à répondre. Le questionnaire a été élaboré de manière très collaborative par un panel de 100 européens réunis à Bruxelles les 5 et 6 mai 2018.

L'ensemble des avis exprimés, lors des débats et en ligne, sera restitué au **Conseil européen de décembre 2018**, afin qu'ils soient pris en compte dans le projet de refondation de l'UE.

Et à Lyon ? Retenons deux dates :

- **un débat public le 19 septembre**, organisé par le *Pacte civique* en partenariat avec la Maison des Européens, le club Convaincre et la CFDT sur le thème « ***L'Europe dans le monde*** ».
- **un après-midi de réflexion le 13 octobre**, sur le thème « ***Europe et migrants, quelle hospitalité ?*** », organisé par La Vie Nouvelle et la Maison des Européens, en partenariat avec de nombreuses organisations dont le *Pacte civique*.

Nous vous y attendons de pied ferme. Les inscriptions seront ouvertes début septembre.

[2] Nathalie Loiseau, compte-rendu du Conseil des ministres du 14 mars 2018

La sobriété Une des quatre valeurs de base du Pacte Civique

La sobriété, c'est le choix de **"vivre mieux avec moins",** face à la démesure de notre monde, qui est au cœur de la crise que nous vivons aujourd'hui, comme le souligne Patrick Viveret dans un des textes du "livre bleu" du Pacte civique de 2011.

Nous avons abordé le sujet en échangeant autour de lectures de livres, d'articles, d'expériences militantes : Maurice Bellet, Patrick Viveret, Elena Lassida, Dominique Meda, Pierre Rabhi, Denis Clerc, l'économie sociale et solidaire, Peuples solidaires, les décroissants…

Autant d'occasions pour s'interroger sur notre **attitude personnelle** : comment nous pouvons penser pour nous-même ce qui est nécessaire, utile, superflu, et changer nos comportements individuels. La richesse des échanges et des contacts, la spiritualité, la fraternité peuvent nous aider dans cette recherche.

Mais aussi réfléchir à la **dimension collective** de la sobriété : quelles politiques promouvoir en priorité aux différents niveaux du territoire (local, régional, national…) ?

Le progrès technique et la modernité sont-ils un bien ou un mal ? Jusqu'où faut-il (peut-on) aller dans leur critique ? Peut-on imaginer de faire marche arrière ?

Sobriété et désir humain : on peut (peut-être, ce n'est pas si facile) distinguer ce qui est vital, essentiel pour certains, socialement nécessaire à un moment, superflu. Mais si le besoin peut être satisfait (je n'ai plus faim), le désir n'a pas de fin. Comment utiliser de façon positive cette énergie du désir, que Patrick Viveret met en avant ?

Si on imagine (un peu…) ce que pourrait-être une société sobre ("frugale mais non frustrée" dirait Pierre Rabhi), comment y arriver ? Quelle transition ? Comment passer d'une transformation individuelle à une transformation collective, d'un mode de consommation individuel à un mode de consommation collectif ? Si nous allons "dans le mur", la sobriété sera de toute façon imposée. Comment la rendre volontaire pour "sortir du mur"? Quelle décroissance est souhaitable ? Possible ? Et comment concilier une décroissance chez nous, avec une croissance nécessaire chez ceux du Sud ? Ce qui peut apparaître comme une exigence, voire une nécessité, suppose d'abord que les besoins essentiels soient satisfaits pour tous.

Autant de questions sur lesquelles le groupe entend bien continuer à réfléchir l'année prochaine. Prochaine réunion fin septembre !

L'étranger, le réfugié et l'autre : vers quel vivre ensemble ? Rencontres à Vénissieux

Depuis plusieurs années, le Pacte civique intervient dans des actions associatives à Vénissieux, sur des thématiques telles que la fraternité ou la laïcité. C'est ainsi qu'il a participé le 21 avril à une rencontre organisée par le Centre associatif Boris Vian (CABV) sur le thème "L'étranger, le réfugié et l'autre : vers quel vivre ensemble". Le Pacte civique a tenu un stand à côté de la Cimade, des Réseaux éducation sans frontière (RESF) , de la Ligue des droits de l'homme et d'autres associations locales. La Cimade a animé une série de "flash infos" sur les thèmes des réfugiés, du droit d'asile, et bien sûr, autour de la loi sur l'immigration alors en cours de débat au Parlement. La journée s'est terminée sur une pièce de théâtre jouée par la compagnie Waninga, collectif de jeunes migrants soutenu par RESF. Un moment fort, nous mettant bien en face de nos responsabilités d'Européens dans cette honte qu'est aujourd'hui l'accueil des migrants.

Penser global, agir local ; un membre du Pacte Civique témoigne

Penser global, agir local. Cette formule peut nourrir tout adhérent au pacte civique. Je pense en être un des acteurs. En effet mon action s'appuie sur deux piliers :

La participation au mouvement en marche où je peux dire ce que je pense et participer aux réflexions lancées par ce mouvement différent des partis que j'ai pu côtoyer auparavant.

L'animation dans mon village de l'agenda pour le 21ème siècle .Initié par Jacques Chirac de retour du sommet de la terre de Rio en 1993 il se préoccupe de protéger notre planète en menant des actions concrètes pour lutter contre le changement climatique (transports, covoiturage…),protéger la biodiversité là où nous vivons, favoriser la cohésion sociale et la solidarité, aider à l'épanouissement de tous les êtres humains et mettre en place des modes de consommation durables.

A ce jour 4 groupes de travail ouverts à tous mettent en route de façon autonome des actions multiples soutenues et budgétées par la mairie